



**Chaire
Raoul-Dandurand**
en études stratégiques et diplomatiques

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2004 ET LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS DANS LE MONDE

COLLOQUE ORGANISÉ PAR :

LA CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

AVEC L'APPUI FINANCIER DE :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES - QUÉBEC

MONTRÉAL, LE 30 AVRIL 2004

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR :

SÉBASTIEN BARTHE
ANNE-MARIE D'AOUST
JEAN-FRANÇOIS GAGNÉ
FRÉDÉRIK GAGNON
GUY-JOFFROY LORD
KARINE PRÉMONT



Le colloque *Les Élections présidentielles de 2004 et le rôle des États-Unis dans le monde* a été une réussite en grande partie grâce aux contributions financières du ministère des Affaires étrangères, ainsi que du ministère des Relations internationales du Québec. La Chaire Raoul-Dandurand tient à remercier ces partenaires pour leur appui qui aura notamment permis d'inviter des conférenciers de grande qualité.

À l'aube des prochaines élections présidentielles américaines, et dans le contexte d'engagement militaire des États-Unis en Irak où la situation semble se détériorer jour après jour, il semble important de s'interroger sur le rôle que veut jouer la puissance américaine dans les relations internationales. La qualité des présentations, au cours de ce colloque, a permis d'approfondir certains thèmes favorisant la compréhension de l'impact des élections présidentielles sur les relations des États-Unis avec le reste du monde, le développement des politiques économiques et de sécurité, ainsi que les relations bilatérales avec le Canada.

CONFÉRENCE D'INTRODUCTION

Reassessing Unipolarity and U.S. Foreign Policy

par Michael Mastanduno

Nelson A. Rockefeller Professor of Government, Dartmouth College

Avant les événements du 11 septembre 2001, les politologues ne s'entendaient pas tous à définir le nouveau système international selon l'unipolarité américaine. Pourtant, suite à ces événements tragiques, tous sont désormais unanimes et parlent de réexaminer l'unipolarité américaine. Le fait que l'on prenne cette dernière pour acquise est un progrès en la matière. Suite à cette mise en contexte, Michael Mastanduno a proposé d'examiner la politique étrangère américaine avant le 11 septembre et en articulant son analyse autour de cinq transformations majeures dans la conduite de celle-ci suite aux attentats terroristes. Comme le souligne Mastanduno, face à ces transformations, il importe de se



demander s'il s'agit de changements durables ou de tendances passagères et de s'interroger sur les défis que posent ces réorientations pour l'avenir.

L'après-guerre froide

Au début des années 1990, la fin de la guerre froide a forcé les dirigeants américains à repenser leurs relations avec le reste du monde. La lutte contre l'URSS n'étant plus la ligne directrice en matière de politique étrangère, les États-Unis devaient définir la nouvelle conduite qu'ils allaient adopter sur la scène internationale. Il est rapidement apparu que ni les autorités gouvernementales ni le public américain étaient préparés à une telle transformation du système international. George H. Bush a donc vu son rôle de Président s'orienter vers un rôle de médiateur : il s'agissait de bien gérer la transition entre un système bipolaire et un nouvel ordre mondial. L'aboutissement de cette ligne de conduite était cependant loin d'être clair. En fait, ce n'est qu'avec la guerre du Golfe de 1991 qu'un objectif clair s'est dégagé en matière de politique étrangère américaine : établir un nouvel ordre mondial. Les bases de cette nouvelle doctrine étaient toutefois beaucoup plus faibles qu'il n'y paraissait au premier abord. Le refus des États-Unis d'intervenir en Bosnie, ainsi que la débâcle américaine en Somalie montrent à quel point la doctrine, malgré toute la bonne volonté du Président, comportait des faiblesses dans la pratique. En somme, à partir de 1995, l'idée d'un nouvel ordre mondial s'est éclip­sée et les États-Unis se sont retrouvés confrontés à une politique étrangère sans véritable ligne directrice.

L'élection de Bill Clinton a changé la donne, ce dernier ayant une idée claire de la direction à donner à la politique étrangère américaine. En choisissant de donner la priorité aux politiques intérieures du pays, Clinton a fait de « It's the economy, stupid! » et « Go home! » ses leitmotivs. Néanmoins, malgré une volonté très nette de concentrer ses énergies sur le territoire américain, Clinton a été forcé de réétudier le rôle des États-Unis dans le monde suite à divers événements déstabilisants qui ont eu lieu sur la scène internationale (comme les crises de Taïwan en 1996, en Somalie et en Bosnie). Désormais, le pays allait assumer un rôle de stabilisateur régional et ce rôle impliquerait que les États-Unis interviennent dans les diverses régions du monde où une crise pourrait potentiellement déstabiliser l'équilibre des forces et des puissances en place.

De ce nouveau rôle a découlé un autre objectif : celui de maintenir la supériorité américaine dans le monde et de décourager tout compétiteur potentiel à la puissance américaine. Par conséquent, la logique suivie par Clinton a été une logique de coopération : il s'agissait de faire de la Chine et de la Russie des partenaires plutôt que des adversaires. En projetant les priorités américaines sur ces pays, les États-Unis leur insufflaient un sentiment de responsabilité envers le monde. Ainsi, si l'OTAN existe



encore aujourd'hui, c'est parce que les États-Unis se sont perçus comme une puissance du *statu quo* et qu'ils ont été tentés de préserver ce rôle.

Le 11 septembre 2001

Bien-sûr, on peut ne pas être d'accord avec l'idée que le 11 septembre 2001 a vraiment changé le monde. Mais il est certain que le 11 septembre 2001 a changé de manière drastique l'orientation de la politique étrangère américaine. Plusieurs ont établi un parallèle entre le 11 septembre et *Pearl Harbour*. Une telle comparaison n'est peut-être pas appropriée, dans la mesure où l'attaque de *Pearl Harbour* visait une base militaire, alors que les attaques du 11 septembre ont visé des civils et des symboles de la puissance américaine. Si les militaires de *Pearl Harbour* pouvaient, à la limite, concevoir ou prévoir une telle attaque, les citoyens n'étaient pas en mesure de le faire et cela les a laissés dans un état de choc profond. Il n'en reste pas moins que les attaques du 11 septembre ont donné à George W. Bush une assurance certaine et un sens à sa mission. Depuis lors, la politique étrangère américaine a été transformée de cinq façons.

Premièrement, avec le 11 septembre, les États-Unis ont découvert une nouvelle menace. Certains se demandent d'ailleurs si les États-Unis n'ont pas toujours besoin d'un ennemi pour avoir une politique étrangère cohérente. Il est difficile de savoir si cela est fondé mais, dans le cas qui nous préoccupe, il est clair qu'une menace et un ennemi ont été trouvés : il s'agit des États voyous (*rogue states*) et des armes de destruction massive. La découverte de ces nouvelles menaces a entraîné la création du *Homeland Security Department*, qui n'est pas sans rappeler la NSC68 de 1947. Ainsi, l'État de Sécurité Nationale (*National Security State*) créé par la *National Security Strategy* de 2002 donne un nouvel objectif à la politique étrangère américaine.

Deuxièmement, les attaques du 11 septembre ont engendré un retour du moralisme dans la politique étrangère américaine. George W. Bush excelle dans ses distinctions entre le bien et le mal. Les Américains sont à l'aise avec cette présentation des enjeux, puisque la rhétorique manichéenne rend les problèmes de politique étrangère plus accessibles pour eux. Cette rhétorique ressemble d'ailleurs à s'y méprendre à celle utilisée tout au long de la guerre froide.

Troisièmement, et il s'agit de la transformation la plus importante selon Mastanduno, les États-Unis sont passés d'une puissance de *statu quo* à une puissance révisionniste. Certes, les États-Unis restent l'État le plus puissant. Mais, en réalisant que la sécurité du pays dépend directement des transformations du système international, ils sont désormais impliqués et forcés d'intervenir. Le monde n'est plus vu comme stable et nécessairement



du côté des Américains : il est fragile et, si les Américains n'interviennent pas, ils pourraient en payer le prix.

Quatrièmement, on dénote des changements dans la manière dont les États-Unis souhaitent utiliser les institutions internationales pour intervenir sur la scène mondiale. Il est clair que George W. Bush a choisi d'utiliser de manière pragmatique les institutions internationales. La mission détermine maintenant le type de coalition, et non l'inverse. Les États-Unis ont désormais recours aux institutions uniquement dans la mesure où elles peuvent les aider dans l'atteinte des objectifs visés.

Enfin, après le 11 septembre, les États-Unis ont pris conscience de leur supériorité et de leur unipolarité sur la scène internationale. Sous l'Administration Clinton, il existait une sorte de réticence à admettre cette primauté incontestable. Aujourd'hui, l'Administration Bush le clame bien ouvertement et insiste sur le fait que la domination américaine est là pour rester. La lutte entre les puissances aurait donc été dépassée au profit d'une lutte de toutes les puissances contre le terrorisme.

Quatre défis importants pour la puissance américaine

Le prochain Président américain, qu'il soit républicain ou démocrate, devra faire face à quatre défis importants pour assurer une conduite efficace de la politique étrangère du pays.

Tout d'abord, il est clair que la prochaine Administration devra répondre au problème montant de l'antiaméricanisme dans le monde. Certes, les grandes puissances ont toujours été détestées et jalouées pour leur puissance. Dans le cas des États-Unis, ce ressentiment est devenu très problématique, voire dangereux pour le pays. Ce problème n'est pas propre à l'Administration Bush ; on le retrouvait déjà sous l'Administration Clinton. Force est d'admettre toutefois que l'Administration Bush est passée maîtresse dans l'art d'attiser la haine à l'égard de son pays. À ce sujet, l'exemple de l'Europe est probant. On ne peut pas affirmer que Clinton tenait beaucoup plus compte de l'opinion de ses alliés européens pour orienter la politique américaine. Néanmoins, il n'en laissait rien paraître, contrairement à Bush qui l'exprime ouvertement.

Ensuite, les États-Unis devront relever le défi auquel est confronté tout empire : le danger de devenir surdimensionné. Les capacités militaires américaines risquent d'être sur utilisées de manière critique si les interventions se multiplient. Ce risque se traduit également sur le plan économique. Alors que les interventions militaires augmentent, le déficit s'accroît. Les déficits budgétaires américains sont compensés par des prêts venants de l'extérieur, et notamment du Japon et de la Chine. Mais les États-Unis ne peuvent



maintenir ce rythme : combien de temps la situation pourra-t-elle durer sans devenir préjudiciable pour le pays ?

Par ailleurs, le prochain Président devra avertir le peuple américain des enjeux de politique intérieure qui pourront être affectés par les décisions prises en matière de politique étrangère. La population est-elle prête à mener une nouvelle guerre froide ? Rien n'est moins sûr, même si le peuple américain a une attitude ambiguë à ce sujet. D'un côté, il tient à ce que son pays demeure une puissance globale dominante mais, de l'autre, il refuse de payer un coût trop élevé pour assurer cette domination. Concilier ces deux impératifs est évidemment impossible. Quel prix la population américaine est-elle prête à payer ? Et, si le peuple n'est plus prêt à suivre les ambitions du Président dans la lutte contre le terrorisme, faudra-il réorienter la politique étrangère du pays ?

Enfin, la réponse à la question « ...et puis après ? » devra être apportée par la prochaine Administration. La guerre contre le terrorisme n'est pas une lutte inscrite dans une temporalité déterminée. Peut-elle rester l'élément majeur déterminant la politique étrangère américaine sur le long terme ? Doit-elle être le principal enjeu pour les quatre prochaines années ? Jusqu'ici, les débats autour de la guerre contre le terrorisme concernaient les moyens, et non les fins. Or, les fins devront être abordées, la politique actuelle ne pouvant être suivie indéfiniment sans remises en questions.

THE DOMINANT ISSUES OF THE PRESIDENTIAL CAMPAIGN

Domestic Issues

par Colin Campbell

Canada Research Chair in U.S. Government and Politics, University of British Columbia

Durant sa présentation, Colin Campbell a tenté de démontrer que, bien que les citoyens américains perçoivent George W. Bush comme un gestionnaire honnête en ce qui concerne la politique intérieure, sa piètre performance sur la scène internationale affaiblit son leadership.

Dans un premier temps, le professeur Campbell a expliqué que Bush n'avait aucune des caractéristiques essentielles requises pour être un leader « intelligent » : la capacité de bien manœuvrer, la connaissance des enjeux, la curiosité intellectuelle et l'aisance avec le discours ouvert. Pour preuve, Colin Campbell a présenté les divergences idéologiques au sein de l'entourage de Bush, de même que les perceptions contradictoires avouées de certains analystes politiques. Par exemple, Paul O'Neill et Richard Clarke voient Bush



comme un Président « détaché et programmé », alors que Bob Woodward et David Frum considèrent qu'il a beaucoup de flair pour mettre en place des politiques « gagnantes. »

Dans un deuxième temps, Colin Campbell s'est appuyé sur les données de différents sondages pour expliquer que la perte continue de soutien apporté à la politique étrangère de Bush depuis juin 2003 influence la perception des Américains quant aux capacités du Président en matière de politique intérieure. Ceci constituera donc un problème majeur pour la réélection de Bush en novembre prochain. Alors que l'économie vient en tête des priorités de la population américaine durant la campagne électorale, 54 % des citoyens désapprouvent la façon dont Bush la gère. Le soutien de la population s'effrite également quant aux décisions du Président face à l'Irak : alors que seulement 30 % de la population n'était pas satisfaite du Président en juin 2003, ce taux est maintenant de 54 %. Un dernier aspect statistique présenté par le professeur Campbell concerne la satisfaction générale à l'égard de Bush : 57 % des citoyens considèrent que le pays va dans la mauvaise direction et leur approbation globale des politiques du Président va en diminuant constamment depuis 2002. Ce mécontentement général est dû à l'intervention américaine en Irak mais aussi aux fausses promesses de croissance économique, aux mauvaises prédictions en matière d'emploi et à l'énorme déficit, actuel et projeté, et qui s'accroîtra tant que Bush continuera d'effectuer des réductions d'impôts et de taxes.

En somme, Colin Campbell pense que George W. Bush aura du mal à gagner les élections présidentielles de novembre, même s'il bénéficie d'un certain appui personnel. 56 % des Américains ont une opinion favorable de Bush, mais cet appui ne se traduit pas dans les intentions de votes : à la fin du mois de mars dernier, 50 % de la population disait vouloir voter pour John Kerry, contre 43 % pour Bush. Selon Colin Campbell, ce paradoxe s'explique par la mauvaise performance économique du Président, renforcée par l'impopularité grandissante de la guerre en Irak.

Foreign Policy Issues

par Maxine Isaacs

Adjunct Lecturer in Policy Studies, John F. Kennedy School of Government, Harvard University

Maxine Isaacs a présenté une analyse des enjeux en matière de politique étrangère des élections présidentielles de 2004. Elle a tout d'abord précisé que la politique étrangère était rarement un enjeu important dans les élections présidentielles. La dernière fois où ce fut le cas remonte à 1972, alors que la guerre du Vietnam était un sujet de débat incontournable. En fait, affirme le professeur Isaacs, les électeurs choisissent leur Président sur la base de



leurs caractéristiques personnelles, telles que l'authenticité, l'intégrité, l'honnêteté et le leadership.

Cependant, l'élection de novembre prochain sera peut-être une exception, étant donné que les États-Unis vivent une grave crise sécuritaire : les Américains ressentiront le besoin de se rassembler autour de la personne qui sera la plus à même d'assurer leur sécurité. Les élections prochaines risquant d'être très serrées, elles seront suivies passionnément par la majorité des Américains. Les sujets qui les intéresseront seront notamment l'Irak, la lutte contre le terrorisme et la sécurité nationale.

Puisque la satisfaction envers la politique étrangère de Bush diminue constamment depuis plusieurs mois, ce dernier devra s'ajuster pour s'assurer de la victoire en novembre prochain : les Américains préfèrent les actions multilatérales et craignent que les États-Unis se mettent leurs alliés à dos. D'un autre côté, ils pensent également, dans une proportion importante, qu'il existe des liens entre Hussein et ben Laden. Bush devra donc nuancer à la fois son discours et ses politiques au sujet des affaires étrangères.

Maxine Isaacs a conclu son exposé en précisant que, même si la politique étrangère sera un enjeu très important durant la campagne électorale – ce qui est très rare –, les chances sont grandes de voir la population voter tout de même selon les caractéristiques personnelles des candidats, comme elle le fait presque toujours.

IMPACT OF THE ELECTIONS FOR EXECUTIVE-LEGISLATIVE RELATIONS IN FOREIGN RELATIONS

The War Power Issues

par Ryan C. Hendrickson

Professor of Political Science, Eastern Illinois University

Proposant une étude de l'interaction de la Présidence et du Congrès américain pour l'application de leurs pouvoirs de guerre respectifs, Ryan Hendrickson a émis l'hypothèse qu'en matière d'utilisation de la force par les États-Unis à l'étranger, peu importait qui de George W. Bush ou John Kerry serait élu à la Présidence : la Maison Blanche continuera à concentrer les pouvoirs de guerre entre ses mains aux dépens du Congrès. Pour étayer cette hypothèse, Hendrickson a décrit le contexte des relations Congrès/Présidence en matière d'utilisation de la force depuis l'élection du Président Clinton en 1992. Les exemples d'interventions militaires menées par Clinton en Somalie, à Haïti, en Bosnie, au Soudan en Afghanistan, et en Irak montrent qu'entre 1993 et 2001 les démocrates à la



Maison Blanche ont fait preuve de peu de considération pour les pouvoirs de guerre du Congrès tels que décrits par la Constitution des États-Unis et la Résolution sur les pouvoirs de guerre (*War Powers Act*) de 1973. Par exemple, Clinton a souvent engagé les troupes américaines à l'étranger sans consulter au préalable les sénateurs et les représentants américains.

Avec les interventions militaires en Afghanistan et en Irak menées par l'Administration W. Bush dans le contexte de la lutte globale contre le terrorisme, Hendrickson observe que les républicains ont adopté une attitude semblable à l'égard du Congrès. L'Administration Bush a exigé une grande marge de manœuvre de la part des sénateurs et des représentants. Ces derniers se sont pliés aux exigences de la Maison Blanche en votant l'autorisation d'utiliser la force pour renverser les régimes des talibans en Afghanistan et de Saddam Hussein en Irak. Suite à l'incapacité de l'Administration Bush à trouver des armes de destruction massive en Irak et à prouver l'existence effective de liens entre le régime de Saddam Hussein et Al Qaïda, le Congrès a toutes les raisons de remettre en question le projet de guerre en Irak. Cela ne se produit pourtant pas et Hendrickson se demande pourquoi. À son avis, dans le contexte de l'après-11 septembre et à l'approche de l'élection de 2004, les membres du Congrès, et particulièrement ceux de la majorité républicaine, continuent d'appuyer leur Président pour des raisons partisans.

Par ailleurs, tout au long de sa carrière au Sénat, John Kerry a maintenu que le Président, en tant que commandant en chef des forces armées américaines, devait recevoir la confiance et l'appui du Congrès lorsqu'il décidait d'engager les États-Unis dans une guerre. Pour cette raison, l'élection de Kerry à la Maison Blanche en 2004 perpétuerait la dynamique des relations Congrès/Présidence à laquelle on a assisté depuis 1945, soit celle d'un Président qui domine et d'un Congrès qui joue un rôle effacé et se plie à la volonté de la Maison Blanche.

Trade and Economic Issues

par Kent Hughes

America and the Global Economy Project Director, Woodrow Wilson Center for International Scholars

Selon Kent Hughes, l'élection de 2004 au Sénat américain sera peut-être aussi importante que l'élection du Président pour la politique économique et commerciale des États-Unis.



En effet, depuis l'élection de mi-mandat de novembre 2002, les sièges au Sénat sont répartis de la sorte : 51 républicains, 48 démocrates et 1 indépendant. En novembre 2004, cette configuration pourrait être modifiée, car 34 des 100 sièges du Sénat seront à pourvoir. Parmi ces sièges, 19 appartiennent à des démocrates et 15 à des républicains. Parce que cinq sénateurs démocrates quittent leur poste, dont John Breaux en Louisiane et John Edwards en Caroline du Nord, les républicains ont de bonnes chances de gagner ces sièges et donc d'accroître leur avantage au Sénat. Avec son contrôle de la Chambre des représentants, le parti de George W. Bush pourrait ainsi acquérir un poids encore plus considérable au Congrès.

Selon Hughes, en matière d'économie et de commerce, quatre enjeux sont particulièrement importants pour l'élection de 2004 et les relations Congrès/Présidence qui suivront cette élection :

1- La question des déficits budgétaire et commercial (*twin deficits*).

Les États-Unis ont enregistré des déficits records entre 2001 et 2004. D'une part, avec l'augmentation des dépenses du gouvernement fédéral (liée à la croissance des budgets de défense et au coût faramineux des opérations militaires en Afghanistan et en Irak) et les baisses d'impôts des contribuables, la Maison Blanche a estimé que les États-Unis enregistreraient un déficit budgétaire record de 521 milliards de dollars à la fin de l'année 2004. D'autre part, en matière d'échanges commerciaux, même si le fait que le total des importations des États-Unis dépasse de façon substantielle celui de leurs exportations n'est pas un phénomène nouveau, cela rappelle aux Américains leur importante dépendance en matière de biens, de produits et de services étrangers (et notamment le pétrole). Ce sera donc un défi considérable pour le prochain gouvernement fédéral que de remédier à cette situation.

2- La question de l'emploi.

Durant le premier mandat de Bush, près de trois millions d'individus ont perdu leur emploi aux États-Unis, ce qui représente la pire performance d'un Président en matière d'emploi depuis la Présidence de Herbert Hoover et la crise économique des années 1930. Selon Hughes, la performance du gouvernement en matière de sécurité d'emploi demeure un défi central pour la Maison Blanche et le Congrès.

3- La question des impôts.

Les baisses d'impôts que Bush a offertes aux Américains depuis 2001 sont, entre autres, responsables de l'énorme déficit budgétaire du gouvernement fédéral. S'il est réélu, Bush veut accélérer les coupes d'impôts et les rendre permanentes. Au



contraire, Kerry veut réduire celles-ci pour regarnir les coffres du gouvernement. Les deux candidats ont donc une vision opposée sur cet enjeu.

4- La question du commerce.

Encore une fois sur cet enjeu, le Congrès remarque que Bush et Kerry proposent des stratégies différentes. Bush veut accroître au maximum les liens économiques entre les États-Unis et les autres pays à l'échelle internationale. Selon lui, cela permettra de renforcer l'économie américaine et d'assurer le développement de l'économie mondiale. Pour Kerry, s'il est vrai que la globalisation de l'économie est bénéfique pour les États-Unis et pour le monde, elle est aussi responsable de la perte d'emplois de plusieurs Américains, car elle engendre plusieurs phénomènes au niveau national, comme la délocalisation de la production d'entreprises américaines.

KEYNOTE SPEAKER

Congress and Foreign Policy Issues

par Antony J. Blinken

Staff Director, U.S. Senate Committee on Foreign Relations

Lors de son allocution, Antony Blinken s'est penché de manière générale sur le rôle de la politique étrangère dans la campagne électorale présidentielle de 2004. En premier lieu, il a analysé la valeur politique des considérations de politique étrangère dans les débats entre les partis démocrates et républicains. En second lieu, il s'est concentré sur le contenu des orientations des deux partis en matière de politique étrangère. Cela lui a permis d'aborder principalement la question de la place que devraient avoir les institutions internationales et l'usage de la force dans la stratégie d'ensemble des États-Unis.

La place des débats sur la politique étrangère dans la campagne 2004

D'emblée, Antony Blinken a fait remarqué que le parti démocrate ne gagnait habituellement pas une élection en tablant sur des considérations de politique étrangère, préférant aborder des problèmes intérieurs plus proches des préoccupations des Américains et Américaines. Il arrive cependant, comme ce fut le cas aux élections législatives de 2002, que les questions de politique étrangère soient un facteur important dans la défaite de ce parti. Les sondages révèlent qu'une proportion élevée de citoyens



américains fait davantage confiance au parti républicain en ce qui concerne les questions liées à la sécurité nationale. La présence de George W. Bush à la tête du pays lors des attaques terroristes de septembre 2001 a par ailleurs permis de renforcer cette association positive. Antony Blinken considère que si Al Gore avait été Président à ce moment, il aurait très bien pu faire perdre aux démocrates leur perpétuelle aura de parti faible en matière de politique étrangère, image qu'ils traînent avec eux depuis la fin des années 1960.

En novembre 2004, les questions du terrorisme international et de la situation en Irak auront une incidence certaine sur les résultats du scrutin. Il va sans dire que si les problèmes américains se perpétuent en Irak, cela pourra défavoriser le Président Bush. Par contre, le fait qu'il existe toujours une menace terroriste latente à la sécurité des États-Unis pourrait inversement favoriser le Président sortant.

Orientations de politique étrangère des partis et candidats : institutions internationales et usage de la force

Au-delà des élections de 2004, Blinken pense qu'un débat incontournable animera la population, les penseurs et les élus américains au sujet de la place qui devrait être donnée aux alliances, aux organisations internationales et au recours à la force dans la politique étrangère du pays.

En ce qui concerne les alliances et les institutions internationales, Antony Blinken a rappelé que George W. Bush leur avait accordé une importance moindre, préférant faire reposer la sécurité du pays sur la puissance militaire brute. Dans l'esprit du Président, les institutions internationales sont devenues un obstacle pour l'atteinte des objectifs américains. Plusieurs raisons sont invoquées : les discussions dans ces institutions concernent plus souvent les règles à suivre que les résultats recherchés, alors que les acteurs qui menacent la sécurité internationale ne respectent pas ces règles. L'Administration Bush, parallèlement à ces réflexions, a pu constater que le prix à payer pour conduire une politique unilatéraliste était relativement peu élevé, compte tenu de l'écart de puissance extrêmement avantageux que les États-Unis connaissent en ce début de siècle.

Les démocrates, de leur côté, considèrent l'interdépendance contemporaine comme le facteur principal dans l'environnement international actuel. Selon eux, la mise en place de règles internationales constitue la meilleure façon d'atteindre les objectifs américains, même si cette approche comporte nécessairement un prix à payer en matière de liberté d'action pour les États-Unis. Si John Kerry est élu en novembre prochain, on peut



s'attendre à ce qu'il accorde plus d'importance à l'interdépendance. Kerry adoptera certainement une attitude semblable à celle de Bill Clinton au niveau international. Il sera plus porté à s'asseoir avec ses alliés et à chercher des compromis acceptables pour tous.

George W. Bush, s'il est réélu, choisira probablement de continuer dans la voie qu'il a poursuivie depuis le 11 septembre 2001. Au-delà de ses évidentes failles, l'approche unilatéraliste soulève des points effectivement problématiques. Par exemple, pour Antony Blinken, la communauté internationale doit faire respecter les règles établies, et, si cela est nécessaire, par la force. De même, il est évident que les institutions internationales, telles qu'on les connaît maintenant, sont déficientes. Peut-être serait-il temps de « boucher les trous » dans ces institutions, ou même d'en construire de nouvelles, plus solides. Cela serait certainement plus efficace que la stratégie des « coalitions des volontaires » préférée par l'Administration Bush, et qui regroupe d'habitude des alliés proches des États-Unis. En effet, le problème n'est pas de convaincre ces alliés du bien-fondé des actions américaines, mais de convaincre les sceptiques, ce qui n'est jamais gagné.

Antony Blinken constate que, depuis le 11 septembre, il existe un « triangle menaçant », enchevêtrant armes de destruction massive, États voyous et groupes terroristes en une menace pluridimensionnelle. Celle-ci devra être abordée de manière novatrice par les élus américains s'ils veulent véritablement assurer la sécurité des États-Unis. Le message que le Président américain devrait offrir à ses alliés est le suivant : « Aidez-nous à trouver des moyens efficaces pour répondre énergiquement à ces menaces, sans quoi nous serons obligés d'en venir à l'utilisation de la force. » Une norme que les États-Unis devraient promouvoir est celle de l'invalidation par la communauté internationale des droits souverains d'un État lorsque ce dernier menace non seulement ses voisins, mais également sa propre population.

Les États-Unis devraient également réfléchir à la question de la guerre préventive. Si cette option devient une doctrine, cela risque d'envoyer un message dangereux aux États voyous : « Dépêchez-vous à vous armer, pour vous prémunir contre les tentatives de changement de régime entreprises par les Américains. » Une tâche importante pour un futur Président Kerry serait donc de s'assurer que les États-Unis passeront d'une stratégie de préemption militaire à une stratégie de prévention politique. En ce sens, puisque l'opinion mondiale accorde une grande importance à la légitimité procurée par le recours à l'institution onusienne, les États-Unis ne devraient pas hésiter à utiliser l'ONU comme lieu de ralliement à leurs préférences.

Finalement, Antony Blinken a rappelé que la question de l'Irak avait démontré que l'importation de la démocratie par la force semblait vouée à l'échec si elle n'était pas envisagée comme une entreprise de longue haleine. Les Américains ont l'habitude



d'apporter des solutions, et un futur Président ne pourra pas se satisfaire du *statu quo* actuel. À l'instar de la communauté internationale, il devra faire face aux dangers de notre époque et proposer des solutions novatrices à ces derniers.

THE PRESIDENTIAL ELECTION AND NEW NATIONAL SECURITY ISSUES

Weapons of Mass Destruction and National Security

par Jack Spencer

Senior Policy Analyst, Defense and National Security, The Heritage Foundation

Jack Spencer a débuté son exposé en soulevant plusieurs questions, comme de savoir pourquoi les armes de destruction massive (ADM) étaient un enjeu électoral. Il a proposé deux explications possibles : le 11 septembre 2001 et la globalisation.

L'effondrement des tours jumelles du *World Trade Center* à New York a changé à plusieurs égards notre perception du danger face aux ADM. D'abord, les méthodes de dissuasion de la guerre froide concernant les ADM ne sont plus valides étant donné l'entrée en jeu d'acteurs non étatiques. De plus, les terroristes sont déterminés à utiliser les ADM et à causer le maximum de pertes en vies humaines. Par ailleurs, la diplomatie s'avère inadéquate pour régler le problème de la prolifération des ADM. Ensuite, le laps de temps entre la détection de la menace et la concrétisation de cette dernière est de plus en plus court. Enfin, les organisations terroristes opèrent à l'échelle du globe : plus personne n'est épargné.

La globalisation a fourni aux terroristes les moyens de renverser l'asymétrie des capacités. Premièrement, la libre circulation des biens, capitaux et personnes, et l'intensité de ces flux ont permis aux terroristes de se déplacer ou de transporter des ADM à travers le monde sans attirer l'attention des forces de sécurité. Deuxièmement, le manque de contrôle sur la diffusion des technologies propres aux ADM a engendré une multiplication des acteurs étatiques et non étatiques possédant les capacités d'acquérir cette technologie. Troisièmement, les réseaux planétaires de télécommunication ont contribué à l'édification d'une structure organisationnelle mobile (cellule autonome) par les groupes terroristes et à l'échange anonyme d'information.

Pour terminer, Jack Spencer a dégagé quelques implications de ces changements sur la formulation des intérêts nationaux. D'une part, la menace ne provient plus uniquement ou nécessairement du fait que des États détiennent des ADM, mais bien du transfert des technologies relatives aux ADM entre des États et des acteurs non étatiques. D'autre part,



on ne peut pas espérer éradiquer cette menace, mais seulement réduire les risques qu'elle se produise et en restreindre les impacts. Dès lors, il faut adopter une approche préventive, où le remplacement, par la force si nécessaire, des régimes autoritaires par des démocraties contribuera à minimiser l'ampleur du problème.

Energy Security

par Michael T. Klare

Five College Professor of Peace and World Security Studies, Hampshire College

Michael T. Klare a d'abord dressé un bref portrait de la consommation d'énergie aux États-Unis. À ce titre, il a souligné la prédominance du pétrole comme source d'énergie et surtout la croissance constante de la demande américaine. Ensuite, il a dégagé quatre constantes relatives à la formulation de la politique étrangère américaine en matière de sécurité énergétique depuis 1945.

Premièrement, la part des importations dans la consommation énergétique américaine s'accroît depuis 1945. En effet, avant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis étaient autosuffisants sur le plan énergétique. Par la suite, la demande interne s'est accrue et la production a diminué.

Deuxièmement, les États-Unis sont de plus en plus dépendants du Moyen-Orient au niveau de l'approvisionnement en pétrole. Les sources alternatives, telles que la Russie, l'Afrique et l'Amérique latine, sont incapables de satisfaire la demande américaine au même titre que le Moyen-Orient. Qui plus est, les réserves de pétrole au Moyen-Orient sont principalement concentrées en un seul pays : l'Arabie Saoudite.

Troisièmement, l'instabilité politique au Moyen-Orient est croissante. La combinaison du conflit israélo-palestinien, de la guerre en Irak et des attentats de groupes islamiques radicaux dans la région rend la situation régionale explosive. Par ailleurs, l'appui informel de certains pays de la région à certains groupes terroristes contribue à attiser les tensions entre les acteurs.

Quatrièmement, le pétrole du Moyen-Orient est une composante importante de la sécurité nationale des États-Unis. Ces derniers sont prêts à utiliser la force ou à appuyer des régimes autoritaires afin de garantir les approvisionnements. À ce titre, le commandement central des forces américaines a la responsabilité de protéger les infrastructures pétrolières dans le Golfe persique.



Selon Klare, la sécurité énergétique sera une dimension importante des prochaines élections présidentielles américaines en raison de l'augmentation des prix du pétrole, des problèmes en Irak et des révélations au sujet de l'étroite relation entre la famille Bush et la famille royale saoudienne. Klare a affirmé que la stratégie de l'Administration Bush ne peut que mener à une augmentation de la dépendance envers le Moyen-Orient et à une augmentation de l'utilisation de la force. Il a également souligné la pertinence de la stratégie du candidat démocrate, John Kerry, aux élections présidentielles : son choix de favoriser l'accroissement de l'efficacité énergétique, l'augmentation des investissements dans des sources d'énergie alternatives, telle l'hydrogène, et renouvelables, telle l'hydro-électricité. Ces initiatives permettront, entre autres, aux États-Unis de mettre fin à leur alliance historique avec l'Arabie Saoudite et, ainsi, de combattre plus efficacement le terrorisme international.

IMPACT OF THE PRESIDENTIAL ELECTION FOR CANADA-U.S. RELATIONS

Homeland Security

par David Heyman

Director, Homeland Security Program, Center for Strategic and International Studies

David Heyman, dans sa présentation, a analysé la façon dont les enjeux liés à la sécurité intérieure pouvaient influencer les résultats des élections présidentielles. Heyman a dressé le portrait des initiatives « offensives » et « défensives » entreprises par Washington pour lutter contre le terrorisme, avant d'élaborer quelques scénarii possibles dans la lutte contre le terrorisme et leurs incidences sur le résultat du scrutin.

Les actions offensives sont de trois ordres. En premier lieu, et cet aspect représente le principal succès jusqu'à présent dans la lutte contre le terrorisme, l'Administration Bush a mené une campagne visant à anéantir le terrorisme à l'extérieur (lutte géographique). La seconde dimension de la lutte contre le terrorisme a visé le démantèlement de ses réseaux financiers. Les trois sources de financement ciblées par les Américains sont les « facilitateurs », les collecteurs et les donateurs. Le dernier aspect de la lutte contre le terrorisme concerne son leadership, sur lequel l'accent a été mis.

Le principal leader du terrorisme international, l'organisation Al Qaïda et son chef ben Laden, constitue la priorité « numéro 1 » de Washington. On sait à quel point ben Laden inspire, entraîne et finance les actions terroristes à travers le monde. Le retrouver constituerait une avancée importante contre la diffusion de ses idées. Cependant, les États-Unis appréhendent l'émergence d'une nouvelle génération de leaders terroristes. Cette



nouvelle génération en « incubation » partagerait les mêmes idéologies que la précédente. Elle serait aussi bien instruite que la génération précédente, mais serait plus « professionnelle. »

Sur le plan politique, cette nouvelle génération coïncide avec la volonté, de la part de l'Administration Bush, de se débarrasser du terme Al Qaïda dans ses discours. En effet, réaffirmer la volonté de démanteler le réseau Al Qaïda signifie, d'une certaine manière, que ce réseau existe encore et que la lutte contre le terrorisme n'est pas parvenue à l'éliminer. Dans un souci de crédibilité, l'Administration Bush préférera parler de groupes « *Al Qaïda-like* ». Selon Heyman, la coopération entre les nations et une meilleure intégration de leurs activités liées à la lutte contre le terrorisme constitueront la meilleure méthode d'intervention contre cette menace.

Les actions défensives entreprises pour protéger le territoire national contre le terrorisme ont elles-aussi mobilisé d'importantes ressources. Comme le soulignait le Président Bush, des armes de destruction massive pourraient viser le territoire américain de différentes manières, et non pas seulement via un vecteur comme les missiles à longue portée. Des investissements extraordinaires dans la sécurité intérieure ont donc été investis en faveur d'une réorganisation bureaucratique (*Department of Homeland Security*) pour le contrôle des frontières, le contrôle de l'espace aérien, etc. David Heyman a souligné également que, compte tenu l'ampleur et la rapidité des changements, il arrive que l'on peine à comprendre qui s'occupe de quoi en matière de sécurité intérieure.

Le conférencier a terminé sa présentation en énumérant cinq scénarii d'avenir possible :

1. *Ben Laden est capturé*

Un tel événement, dépendamment du *timing*, représenterait un succès indéniable pour l'Administration Bush.

2. *La situation en Afghanistan tourne au chaos*

Compte tenu de la recrudescence de la violence et de la passation des pouvoirs dans le pays, on ne peut exclure pareil scénario qui serait catastrophique pour le Président actuel. La pondération de ce facteur dépendrait de l'importance attachée à la sécurité intérieure au cours de la campagne.

3. *L'Irak est pacifié et la transition démocratique est un succès*

Il s'agirait d'un scénario qui favoriserait l'Administration Bush. Mais, pour qu'il se réalise, il faudrait que la situation change rapidement en Irak.

4. *L'Irak tourne au chaos*

Ce scénario n'est pas à exclure et il dépendra en partie de l'attitude des médias. Évidemment, cette alternative jouerait en défaveur de l'Administration Bush.

5. *Une attaque terroriste sur le territoire américain*



Le Président a souvent rappelé que la question n'était pas de savoir s'il allait y avoir une autre attaque, mais de savoir quand. Dans la mesure où le Président a mis en garde sa population contre un autre attentat, une telle attaque pourrait avantager l'Administration Bush lors des élections. En effet, le ressentiment contre le terrorisme et la peur de la menace pourrait pousser la population à se ranger derrière son Président.

Trade and Economic Issues

par Sidney Weintraub

William E. Simon Chair in Political Economy and Director, Americas Program (CSIS)

Sidney Weintraub a présenté une analyse de l'impact qu'aurait un changement de gouvernement aux États-Unis sur les relations commerciales canado-américaines. Weintraub a débuté sa conférence en rappelant la profondeur de la relation commerciale qui existe entre le Canada et les États-Unis. Évidemment, le commerce canadien dépend fortement de cette relation et la balance commerciale entre les deux États est favorable au Canada. Mais il s'agit tout de même de la plus importante relation commerciale au monde et plusieurs États américains ont comme principal marché d'exportation le Canada. Selon Weintraub, le commerce entre ces deux partenaires ne constitue pas vraiment un enjeu de controverse et l'issue de la campagne ne devrait pas être un facteur d'influence majeur sur les flux commerciaux. Sidney Weintraub a expliqué également les axes de rupture et de continuité qui pourraient indirectement affecter les échanges si l'Administration américaine devait changer.

Si les démocrates remportaient la course à la Présidence, le processus d'intégration continentale pourrait être ralenti. En effet, Kerry a fait la promesse de revoir, s'il était élu, l'intégralité des accords commerciaux signés par les États-Unis. Voilà qui pourrait ralentir le processus de négociation au sujet de l'éventuelle ZLÉA. Kerry se montre moins intéressé que Bush par l'intégration hémisphérique, et cette décision ne dépend pas du Canada. Cet élément de changement pourrait théoriquement nuire aux exportations canadiennes en destination des États-Unis.

Dans l'éventualité d'une victoire démocrate, la politique économique et les politiques sociales seraient un autre élément de changement à prévoir. Par exemple, on pourrait s'attendre à une réforme plus ou moins importante de la structure fiscale, à des changements de cap dans certains domaines comme la santé, la sécurité sociale, l'énergie ou l'environnement. Toutefois, cet axe de rupture ne devrait pas affecter les échanges avec le Canada.



Si un changement de gouvernement risque d'entraîner une réorientation de la politique économique, il en va autrement sur le plan de la sécurité. La politique ultrasécuritaire va perdurer aux États-Unis. Cela ne concerne pas directement les Canadiens, puisque leur relation avec les États-Unis est davantage de nature économique que militaire ou sécuritaire. Par ailleurs, le maintien de la politique sécuritaire actuelle signifie également qu'une attaque sur le sol américain engendrerait probablement un resserrement des frontières. Peu importe l'Administration au pouvoir aux États-Unis, l'accessibilité au marché américain demeure le principal intérêt du Canada. Et les Canadiens doivent garder en tête la phobie américaine de voir arriver sur leur territoire un terroriste en provenance du territoire de leur voisin du Nord.

Le programme du colloque suggérait plusieurs thèmes sur lesquels les discussions ont permis des échanges fructueux entre les conférenciers et les participants. Les questions soulevées ont largement porté sur le rôle des États-Unis au Moyen-Orient, notamment en Irak, et sur l'unilatéralisme américain. D'autres interrogations ont également été soulevées à propos de la stratégie énergétique américaine, la lutte contre le terrorisme, l'importance de l'économie dans la présente campagne présidentielle ou les enjeux de sécurité frontalière entre le Canada et les États-Unis.

Les discussions engendrées lors du colloque *Les Élections présidentielles de 2004 et le rôle des États-Unis dans le monde* ont fortement été appréciées par les participants et participantes. Elles auront permis une meilleure compréhension des différents enjeux de la campagne électorale présidentielle de cette année.